Le journal de La Courneuve

regards

N° 547 du jeudi 4 au mercredi 17 février 2021

UNAOC

L'équipe des facilitatrices est désignée.

P.4-5





Des aides pour la jeunesse

ORPHANCO
L'association fait découvrir les langues.
P.7

TRAVAUX
La rénovation de l'éclairage public tant demandée.
P.11

JOP 2024
Présentation des futurs ouvrages olympiques.
P.12

PORTRAIT
Un boulanger proche des habitant-e-s.
P.16

lacourneuve.fr

ISSN 0769-4482 / prix : 0,61€



Léa Desjours



Départ à la neige. Le mardi 2 février, l'émotion était au rendez-vous chez les élèves de CM2 de l'école Jules-Vallès et Langevin-Wallon avant de monter dans le bus pour partir en classe de neige.



L. D.

Célèbre et courneuvien. Le *LC Mag'* lance un nouveau format court de vidéos sous forme d'entretiens de célébrités courneuviennes. Le mercredi 20 janvier, à l'espace jeunesse Guy-Môquet, c'était le rappeur Dinos, ici avec Loyce du *LC Mag'*, qui était invité.



L. D.

La Ville accueille les accueillant-e-s. Le vendredi 29 janvier s'est tenue dans la salle des fêtes l'assemblée générale de l'Association nationale des villes et territoires accueillants (ANVITA), dont fait partie la Ville et rassemblant les élu-e-s qui se penchent sur le sort des migrant-e-s.



L. D.

Mémoire de la guerre de 1870. Le vendredi 29 janvier, au cimetière des Six-Routes, des gerbes ont été déposés pour la première fois à la mémoire des combattants de la guerre franco-prussienne de 1870. Celui-ci a eu lieu devant un mémorial récemment découvert, en présence de Bacar Soilihi, délégué à la mémoire commémorative.



Silina Syan

La solidarité donne la patate. Le samedi 23 janvier, dans l'ancienne usine KDI, des pommes de terre ont été vendues à prix coûtant (5 euros les 15 kg) par un producteur des Hauts-de-France. Les Courneuvien-ne-s ont ainsi pu s'approvisionner à moindre coût en précieux tubercules.



L. D.



L. D.

Installations sonores. Des « cabanes sonores » ont été installées dans le hall du centre culturel Jean-Houdremont, réalisées par les maternelles des écoles Rosenberg et Poincaré lors d'ateliers PEAC (Plan d'éducation artistique et culturelle) animés par la compagnie S'appelle reviens et construits autour du spectacle *À poils*.



L. D.



L. D.

Une nouvelle grande lessive. Régulièrement, de grandes lessives sont programmées pour nettoyer les rues. Les 27, 28 et 29 janvier, c'était au tour de l'avenue Jean-Mermoz de bénéficier de l'opération, avec des enlèvements à la clé de voitures tampon.

À MON AVIS



L. D.

Gilles Poux, maire

Justice pour les villes populaires !

« Faire bouger les lignes et refuser de redevenir des invisibles, c'était le pari de plus 200 maires – dont j'étais – en co-écrivant le 14 novembre une lettre au Premier ministre pour réclamer que 1 % du plan de relance de 100 milliards d'euros soit consacré aux quartiers populaires. Après plusieurs mois de mobilisation, le Premier ministre a promis ce chiffre et un peu plus lors d'un Comité interministériel sur la ville (CIV) tenu à Grigny le 29 janvier 2021.

Chaque fois que les villes populaires obtiennent plus de moyens pour l'école, la sécurité, l'emploi, la rénovation urbaine ou le sport, il faut s'en féliciter. Si ces moyens sont un premier pas, je pense qu'il est encore nécessaire de se mobiliser pour que les promesses deviennent réalité et pour en finir avec les discriminations sociales et spatiales que vivent nos villes. Dans l'*Atlas des inégalités territoriales – À La Courneuve, démonstration d'une discrimination d'État*, que nous avons publié en 2019, nous formulions *« 18 exigences pour rétablir l'égalité républicaine »*. Elles sont toujours d'actualité, comme je l'ai rappelé au Premier ministre.

« Si ces moyens sont un premier pas, je pense qu'il est encore nécessaire de se mobiliser pour en finir avec les discriminations sociales et spatiales que vivent nos villes. »

Les quartiers populaires ne demandent pas l'aumône mais le droit commun. Ils souhaitent la justice face aux conséquences de logiques économiques qui privilégient les profits des puissants au détriment de la vie des catégories populaires et moyennes. Ce sont dans les villes populaires que vivent la grande majorité de celles et ceux qui, au quotidien, se mobilise pour faire fonctionner notre pays. Nous le savions, nous qui y vivons, mais cette réalité a éclaté au grand jour avec la crise sanitaire du Covid-19. Alors oui, nous demandons plus car, de l'argent, il y en a beaucoup du côté des grandes fortunes. Le rapport de l'ONG Oxfam « Le virus des inégalités », publié le 25 janvier, montre que les inégalités sociales ont progressé en 2020 dans le monde, et notamment en France. Les quartiers populaires souffrent, mais les grandes fortunes progressent honteusement. Les 45 milliardaires français ont gagné, entre mars et décembre 2020, 175 milliards d'euros. Ils sont plus riches qu'au début de la pandémie. Rien ne justifie de poursuivre ces logiques injustes. »

Ateliers

Les médias, c'est vous !

Cette année, la Ville s'associe avec l'Alliance des civilisations de l'ONU (UNAOC) pour lutter contre les discriminations, les *fake news* et les discours de haine. L'objectif ? Promouvoir la bienveillance entre les cultures et les religions en s'appropriant les médias.

Quel rôle les médias peuvent-ils jouer dans la lutte contre les discriminations ? C'est la question que s'est posée la Ville en montant le projet « Les Médias C'est Nous », en partenariat avec l'UNAOC. De février à juin 2021, des ateliers chapeautés par quatre facilitatrices – Nora Hamadi, Latifa Oulkhouir, Radia Bakkouch et Claire-Hélène Frileux – permettront aux jeunes qui le souhaitent de peser dans le débat public, apprendre à déconstruire les préjugés et identifier la « mal-information ». Pour ce faire, la Ville propose de s'emparer des médias en allant à la rencontre de l'autre et lutter contre les stéréotypes ainsi que les fausses représentations. Une première série d'ateliers se consacrera à la discussion autour de ces sujets. Ce sera l'occasion, pour tout le monde, de faire connaissance, prendre la parole en public et inclure chacun-e au récit de cette aventure. La seconde série d'ateliers, plus techniques, plus concrets, proposera aux plus curieux-euses de s'approprier les différents médias. À travers le Web, les podcasts, la vidéo…, les facilitatrices inviteront des intervenant-e-s pour inculquer les bonnes pratiques du journalisme.

Un *LC Mag'* spécial en juin

Tout au long du projet, un film sera réalisé et diffusé à La Courneuve, puis dans d'autres villes françaises et une instance de l'ONU, en fin d'année prochaine, en présence de participant-e-s courneuvien-ne-s. Dès le mois de juin, une émission du *LC Mag'* lui sera entièrement consacrée pour clore ce projet.

Tu souhaites devenir journaliste ? Ou tu es simplement curieux-euse ? Tu veux partir à la rencontre des habitant-e-s de La Courneuve et raconter leur histoire ? Pour participer, rien de plus simple. Il suffit de t'abonner au compte Instagram LesMediasCestNous et d'envoyer un DM. Si tu préfères, tu peux aussi écrire un e-mail à l'adresse lesmediascestnous@ville-la-courneuve.fr ou appeler Maëva au 06 09 53 01 69. On compte sur toi ! ● **Cécile Giraud**



ELLES ONT DIT



Léa Desjours

RADIA BAKKOUCH

Née d'un père marocain et d'une mère libano-palestienne, Radia Bakkouch a vécu jusqu'à ses 14 ans au Maroc. Diplômée en Relations internationales, spécialisée sur la paix et le Moyen-Orient, celle qui préside aujourd'hui le plaidoyer de Coexister a toujours été passionnée par les questions de paix. Mouvement interconvictionnel* de jeunesse et d'éducation populaire, l'association s'adresse à des jeunes de 15 à 35 ans pour favoriser les espaces, la pédagogie, la rencontre et la cohésion sociale. Le but ? Que les jeunes apprennent à mieux vivre ensemble.

Petite déjà, Radia voit autour d'elle des personnes se déchirer et rompre des amitiés à cause du conflit israélo-palestinien, qui a toujours joué un grand rôle dans sa vie. Pendant ses études, elle passe un an en Terre sainte pour essayer de mieux comprendre cette situation. Elle y découvre une multitude d'initiatives de paix entre les jeunes. De retour en France, c'est la révélation. Elle tape sur Google les mots clés « inter-religieux », « France », « Jeune » et découvre Coexister. Radia décide alors, à côté de ses cours à la faculté, de s'engager bénévolement dans l'association. Quelques années plus tard, elle en prendra la tête pour en servir pleinement la cause à l'âge de 23 ans. Développer son empathie, sa curiosité, la communication non violente… En plus de son expérience, ce sont les maîtres mots que Radia Bakkouch partagera en tant que facilitatrice.

« Je souhaite que les jeunes sortent de ces ateliers avec une expérience positive. Il n'est jamais trop tôt pour s'engager et être un élément essentiel de la diversité. »

* Mouvement qui rassemble plusieurs religions et croyances.



CLAIRE-HÉLÈNE FRILEUX


L. D.

Le voyage et les rencontres. Voilà ce qui a motivé toute la vie de Claire-Hélène, formatrice auto-entrepreneuse passionnée. En ce moment, elle anime des ateliers dans le 93 sur la communication et les codes de langage pour l'association Citoyenneté Possible. Pour Enactus, elle travaille autour de l'économie sociale et solidaire avec des lycéen-ne-s en insertion. Et pour l'association Peuple & Culture, elle aide à monter des projets dans le cadre du Fonds citoyen franco-allemand. Ah oui, et quand elle a le temps, elle facilite des rencontres interculturelles et accompagne les jeunes dans des programmes de mentorat. Deux voyages à 10 ans et 15 ans, un Bafa à 17 ans, une licence en langues, un semestre en Erasmus et un master en Études européennes et Relations internationales... Les choix de Claire-Hélène ont souvent été faits en fonction de la découverte du monde qui l'entoure. Son mémoire portera sur la révolution tunisienne en 2011 et elle enseignera, à Malte, le français et l'anglais à des réfugié-e-s. En 2015, elle dirige une structure pour faire partir des jeunes à l'étranger, et c'est en 2018 qu'elle se met à son compte. Le vivre-ensemble, la citoyenneté, l'interculturalité, la démocratie… Ce sont les thèmes qui ont toujours accompagné Claire-Hélène. *« "Les Médias c'est nous" va permettre d'apprendre sur soi et d'ouvrir des portes que l'on n'aurait jamais pensé ouvrir. Ce projet peut avoir un réel impact sur la vie future ! »*

NORA HAMADI


L. D.

Nora Hamadi a plusieurs casquettes. Notamment journaliste pour Arte, elle est aussi éditorialiste politique pour France Info et BFMTV. Militante dans les quartiers populaires, elle anime des ateliers d'éducation aux médias et d'écriture en milieux scolaires, en centres sociaux et prisons depuis une quinzaine d'années.
Par ailleurs, *via* le magazine engagé *Fumigène*, dont elle est co-rédactrice en chef, elle fait entendre les voix et récits de celles et ceux à qui on donne peu la parole. Avec son collectif, de Tourcoing à Stains ou Montreuil, celle qui a gravi les échelons avec son talent et sa ténacité tente aujourd'hui d'ouvrir la voie aux jeunes qui, comme elle, sont partis de rien. Depuis le début de sa carrière, Nora est spécialisée sur les questions européennes. Mais son engagement est ailleurs : dans les banlieues, pour faire émerger la parole des jeunesses populaires. Originaire de l'Essonne, elle est un *« pur produit de banlieue et de méritocratie républicaine »*. *« Faire du journalisme citoyen, créer des médias de proximité, c'est primordial*, explique-t-elle. *Il ne faut pas attendre qu'on vous donne la parole pour la prendre. Quand on vous refuse le droit à la parole, on vous dénie le droit d'exister. Alors prenez-la ! Parlez, écrivez ! »*


L. D.

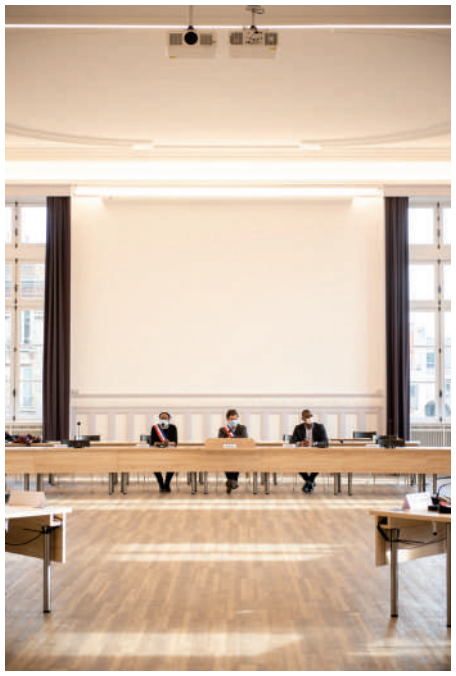
LATIFA OULKHOUIR

Si Latifa Oulkhouir avait écouté tous les détracteur-rice-s de notre société, elle n'aurait jamais pu être l'une des quatre facilitatrices du projet « Les Médias C'est Nous ». À 31 ans, la directrice du Bondy Blog se targue de représenter une nouvelle génération de journalistes engagés, jeunes, et furieusement doués. Lorsqu'elle entame sa carrière de journaliste, Latifa ne connaît personne dans le milieu. Elle n'a pas fait d'école et n'a aucun réseau. Pendant ses études, alors qu'elle est bénévole dans une association de quartier à Nanterre, elle consulte régulièrement le Bondy Blog. Très animée par les sujets qu'il couvre, Latifa rejoint l'équipe en 2013, des sujets plein la tête. Alors qu'elle entame un cursus de droit, elle trouve néanmoins sa vocation au sein de la rédaction. *« J'ai toujours eu envie d'écrire, de devenir journaliste. J'ai longtemps pensé que ce métier ne m'était pas accessible, mais ils m'ont prise et c'est comme ça que j'ai progressé »*, raconte-t-elle. Si bien qu'elle gravit les échelons, petit à petit, article après article. Aujourd'hui, par son expérience, elle sait à quel point il est important de restaurer la confiance entre les médias et les jeunes publics : *« S'inscrire aux ateliers de l'UNAOC est une occasion de déconstruire les préjugés à la fois au niveau de la société mais aussi entre les jeunes. En intégrant des structures qui nous accompagnent, on apprend beaucoup. »*

Échanges

Enfants citoyens et engagés

Le premier Conseil communal des enfants (CCE) de l'année s'est tenu le 20 janvier à l'hôtel de ville. Les jeunes conseiller-ère-s ont exprimé leur ressenti sur la situation sanitaire et interrogé à son propos le maire et des adjoint-e-s.


Léa Desjours

Le Conseil communal des enfants réuni en séance plénière, le 20 janvier.

Chaque semaine, le Conseil communal des enfants (CCE), instance citoyenne qui représente tous les enfants de la commune, se réunit pour débattre de sujets qui lui tiennent à cœur, comme l'école, l'environnement, le racisme, le handicap... Mercredi 20 janvier, ces écolier-ère-s de 9 à 12 ans, élus dans leur établissement scolaire pour un mandat de deux ans, ont rencontré Gilles Poux, le maire, Oumarou Doucouré, adjoint délégué aux droits de l'enfance et de la petite enfance, et Zaïnaba Said Anzum, adjointe déléguée au droit à la santé, afin de discuter de la situation sanitaire. Les jeunes Courneuvien-ne-s ont ainsi expliqué combien cela leur a été difficile de travailler sans la présence physique de leur enseignant-e, de ne plus voir leurs ami-e-s et la famille vivant à l'étranger, de renoncer au sport, aux activités collectives. Elles-ils ont parlé des situations financières difficiles, du chômage, des voisin-e-s, proches ou parents touchés par le coronavirus.

Une attitude solidaire

« La devise de la République est "Liberté, égalité, fraternité" mais, aujourd'hui, la liberté est réduite », a déclaré l'un d'eux en citant les différences de règles existant pour entrer sur le territoire de la France métropolitaine et celui des Outre-mer. *« Les petits mettent à la bouche tout ce qui traîne, ne mettent pas de masque, pourquoi ne les vaccine-t-on pas ? »* a demandé cet autre. La question du coût du vaccin a également été abordée, tout comme celle des masques africains qui ne protègent pas celles et ceux qui les portent.

« Vous êtes bien informés », s'est réjouie Zaïnaba Said Anzum, leur précisant que les soins apportés en Outre-mer sont les mêmes qu'en métropole, que les enfants ne sont pas vaccinés car ils développent peu de symptômes. *« Nous nous battons pour que le gouvernement nous donne assez de doses*, a-t-elle ajouté, en rappelant que 250 personnes de plus de 75 ans ont été vaccinées gratuitement dans les trois premiers jours de la campagne de vaccination au Centre municipal de santé Salvador-Allende. *En ce qui vous concerne, l'étude a été conservée pour que vous puissiez faire vos devoirs et voir plus longtemps vos amis. »*

Le maire, quant à lui, a expliqué que la patinoire a été maintenue malgré les mesures restrictives, dans le respect des gestes barrières, pour permettre aux jeunes Courneuvien-ne-s de profiter de ce moment de loisir tant attendu. Il a recommandé aux jeunes conseiller-ère-s du CCE de rester vigilants vis-à-vis des contrevérités qui circulent sur Internet à propos du virus et des vaccins. Enfin, les remerciant de leur implication et de leur engagement citoyen, il leur a demandé d'inciter les autres écolier-ère-s à développer une attitude solidaire. ● **Joëlle Cuvilliez**

Deux questions à…
Zaïnaba Said Anzum, adjointe au maire déléguée au droit à la santé



L. D.

« Nous parvenons à satisfaire la demande de vaccination »

REGARDS : **Comment la municipalité entend-elle décliner localement les décisions du gouvernement en matière sanitaire ?**

ZAÏNABA SAID ANZUM : **Comme toute collectivité locale, la Ville s'assure de la sécurité de ses concitoyens. Le souci vient de l'exaspération liée au manque d'espace de respiration. Mais l'engouement pour la vaccination prouve que les Courneuviens sont pressés d'en sortir. Maintenant il faut expliquer à tout le monde que subir des restrictions est encore nécessaire. Le Centre municipal de santé (CMS) a maintenu ses plages horaires pour les soins. Et le préfet a bien précisé de faire attention à ce que la vaccination soit ouverte à tous, sans discrimination. L'obstacle est la difficulté des populations éloignées du numérique à prendre des rendez-vous sur la plateforme.**

R : **Existe-t-il une surcharge en niveau de la vaccination au Centre municipal de santé ?**

Z. S. A. : **On a découvert que les Français n'étaient pas du tout frileux concernant la vaccination. Au CMS, cela se passe très bien et l'on vaccine entre 70 et 80 personnes par jour. Mais le centre est tributaire du nombre de doses qui décroît au fil des semaines. Pour le moment, nous parvenons à satisfaire la demande, mais tout en étant obligés chaque semaine d'attendre confirmation en appelant le centre référent pour les commander. Je tiens à remercier les agents du CMS et de Marcel-Paul qui permettent un déroulement optimal de la vaccination.** ● **Propos recueillis par Nicolas Liébault**

Éducation populaire

Découvrir des langues par le jeu

L'association Orphanco propose régulièrement des ateliers d'éveil aux langues du monde. Le 27 janvier, elle était à la médiathèque John-Lennon pour un jeu de piste ludique et éducatif en direction des enfants.



Léa Desjours

Le 27 janvier, l'association Orphanco était accueillie à la médiathèque John-Lennon.

Quelques minutes avant le début de l'activité, Nafissa Hamadi et Soihiba Abdullahi de l'association Orphanco *(lire ci-dessous)* achèvent l'installation des indices dans l'auditorium de la médiathèque.

Un trésor à la clé

Des photos de la ville et des mots en langues étrangères sont affichés. 14h32 : l'aventure commence. Les joueurs entrent à pas feutrés dans les lieux et s'assoient. Nafissa introduit brièvement l'atelier et présente la mission du jour. *« Un trésor est à la clé ! »* Les yeux des huit enfants s'écarquillent. L'équipe ouvre la première enveloppe : *« Les archives diplomatiques de la ville ont découvert un document révélant l'existence d'un trésor caché. Il vous faudra mobiliser tous vos sens et résoudre toutes les énigmes pour le trouver. À vous de jouer... »* Une carte de la ville et un lexique multilingue accompagnent la lettre. Soihiba remet aux aventurier-ère-s une sacoche banane contenant crayon, bloc-notes, feutre fluo, stylo-lampe, miroir. Bref, tout le nécessaire pour réussir leur tâche. Premier indice : un audio. Un mot mystérieux est répété : *« Projektion »*. Les méninges chauffent. *« J'ai trouvé ! »* s'exclame Amina, qui est la première à utiliser le lexique. *Il faut chercher le cinéma ! »* Tous se ruent à l'endroit où la photo d'une salle obscure est accrochée. Bingo ! La deuxième enveloppe s'y trouve ! Au fur et à mesure des indices, les enfants lisent, déduisent, miment, posent des questions, réfléchissent collectivement, découvrent des mots en anglais, français, allemand, turc, soninke, mandarin, kabyle et bien d'autres encore. À la fin du jeu, le trésor est découvert : un sachet de friandises. Aujourd'hui, c'était un petit groupe de l'association Asad qui participait. Le matin, Orphanco était à la Maison pour tous Youri-Gagarine et, dans quinze jours, elle sera à la médiathèque Aimé-Césaire. *« On s'est rendu compte qu'il était parfois difficile pour les enfants de nommer les langues qu'ils comprennent, parlent ou entendent. Soit par méconnaissance du mot, soit par pudeur, car c'est perçu comme intime ou privé. Les adultes eux-mêmes parfois ne veulent pas afficher sur un CV les langues qu'ils maîtrisent. Ils estiment que ce n'est pas important. On essaie de leur montrer qu'au contraire, c'est une grande richesse et qu'il faut la valoriser. »* ●

Isabelle Meurisse



L. D.

Un jeu de piste multilingue qui mène à un trésor....

Orphanco, à votre service

Tout est parti d'un besoin d'accéder aux droits. L'association Orphanco s'est installée à La Courneuve en 2015. Deux salariées, Nafissa Hamadi et Soihiba Abdullahi, proposent de l'aide administrative, de l'aide à l'insertion professionnelle, de l'éveil aux langues, de l'accompagnement à la parentalité...
« La crise sanitaire a pas mal réduit nos actions, regrette Nafissa. *En ce moment, nous n'assurons que deux des cinq permanences d'écrivains publics. Celle du lundi de 14h à 16h30 à la Maison pour tous Cesaria-Évora et celle du mardi de 14h à 17h à la Boutique de quartier des Quatre-Routes. Et c'est sur rendez-vous afin d'éviter les rassemblements de personnes. »* Les membres ont rapidement constaté le besoin des habitant-e-s dans leurs démarches d'accès aux droits. *« Les permanences d'écrivains publics sont nées*, remarquent Nafissa et Soihiba. *C'était un réel besoin. Aujourd'hui encore, les créneaux sont toujours complets. »* Puis d'autres actions sont arrivées : l'éveil aux langues *(voir article ci-dessus)*, le kiosque à loisirs pendant les vacances scolaires (sorties culturelles, activités manuelles et créatives, etc.), les séjours, les *escape games* pour les adolescent-e-s…
Et comme les membres de l'association fourmillent d'idées, un nouveau projet, financé par la politique de la ville, est dans les tuyaux : Bouge ta vie. L'objectif ? Faciliter l'insertion des femmes, et particulièrement des mères, dans le monde professionnel. *« Un important travail sur les barrières psycho-socio-culturelles que les mères se mettent et, surtout, une prise en compte de leur place au sein de leur famille et de la société seront incontournables »*, conclut Nafissa. ● **I. M.**

***Association Orphanco** : 07 83 58 34 61, association.orphanco@gmail.com*

Solidarité : tout le

La pandémie a de fortes répercussions sur les populations fragiles. Les habitant-e-s de La Courneuve, déjà victimes de difficultés sociales, subissent durement cette crise. Mais « Courneuvien » rime avec « soutien ». Mairie, Service d'action sociale, amicales des locataire, associations, Conseil local de la jeunesse… Les structures présentes dans la ville font feu de tout bois face à l'épidémie et ses conséquences. Petit répertoire pratique.



Le samedi 16 janvier, le Conseil local de la jeunesse a organisé une collecte de nourriture dans plusieurs supermarchés.

Le Service action sociale de la Ville a vu croître son budget d'aide alimentaire en 2020 de plus 50 % par rapport à 2019. Un service de courses pour les personnes âgées est organisé une fois par semaine par le service, la maison Marcel-Paul et le service Prévention/Sécurité, *via* les médiateur-trice-s. Horaires des services : 8h30-12h ; 13h30-16h30 tous les jours sauf le mardi. Un samedi sur deux le matin (8h30-12h). Pour toute information : 3, mail de l'Égalité (01 49 92 61 00) et Maison Marcel-Paul, 77, avenue de la République (01 43 11 80 62). Pour faire des dons de vêtements ou de nourriture dans le cadre du plan Grand Froid : 09 72 10 28 00.

L'Amicale des locataires du quartier de la tour Leclerc (ALQL) a imprimé et diffusé des attestations dérogatoires de sortie pendant le premier confinement dans les boîtes aux lettres des locataires de la Tour, et des masques en tissu. L'Amicale fait aussi les courses des seniors et accompagne les personnes qui en ont besoin lors de leurs rendez-vous médicaux. Pour plus d'informations : Ahamed Abdou, ahamed-abdou@hotmail.fr, 06 58 93 94 79. L'amicale des locataires du mail de Fontenay assure aussi les permanences juridiques (19, mail de Fontenay, 5e étage).

L'association AFRICA travaille avec Banlieues Santé et des supermarchés pour apporter aux habitant-e-s des colis alimentaires et d'hygiène. Auparavant, la confection et la distribution de repas étaient faites par le foyer La Main tendue. Les colis sont désormais à récupérer directement au local du foyer. Rendez-vous au : 1, rue Joliot-Curie les mardi et jeudi de 10h à 17h. Pour plus d'informations : 01 48 36 94 74 ou 06 60 11 94 91.



Léa Desjours

Distribution de repas aux Restos du cœur, rue Beaufils, le 18 septembre 2020.

L'association Une étincelle d'espoir pour Soan travaille avec les Maisons pour tous et les centres sociaux départementaux pour repérer les Courneuvien-ne-s dans le besoin, notamment à partir d'une liste de familles dont un membre est en situation de handicap. Elle achète des denrées qu'elle distribue, mais aussi des kits d'hygiène, en partenariat avec Banlieues Santé. Pour plus d'informations : etincelledespoirpoursoan@gmail.com

Les grandes associations de solidarité ont continué leurs distributions alimentaires en faisant face à une forte augmentation des demandes. Pour toute information comme futur bénéficiaire ou futur bénévole : Secours populaire français, spf.lacourneuve@gmail.com ou 01 48 36 73 64 ; Restos du cœur : Giustina au 01 48 37 30 33 ou au 06 58 27 72 22.

D'autres associations ont aussi adapté leur fonctionnement habituel au contexte afin de permettre à leurs bénéficiaires de suivre leurs activités à distance, comme AR Jeux (soutien scolaire, 09 54 10 74 67) ; Synergie Plus (accompagnement administratif, 01 48 35 48 98) ; Collectif parents enfants contre le décrochage scolaire (jeux pour enfants, 06 95 31 95 58) ; Les Cités d'or (fabrication de masques, 08 99 23 59 70), Propul'C (distribution alimentaire) et bien d'autres.

55 %

C'est la proportion d'étudiant-e-s qui témoignent ne pas pouvoir travailler chez eux dans de bonnes conditions et avoir ainsi des difficultés à suivre leurs cours.

Le Conseil local de la jeunesse (CLJ) récolte tous les samedis depuis trois semaines des denrées alimentaires auprès des supermarchés. À partir du 6 février, ces « paniers solidaires » seront donnés à des jeunes tous les samedis *via* le Point information jeunesse, 61, rue du Général-Schramm. Cela nécessite une inscription préalable, avec la condition d'être étudiant-e et courneuvien-ne. Pour toute information : 06 46 85 10 96. Nous reviendrons dans un prochain numéro sur le projet du CLJ de créer une épicerie solidaire. ● **Nicolas Liébault**

e monde s'y met !



Adrien Vautier / Le Pictorium

QUE FAIRE EN CAS D'IMPOSSIBILITÉ DE PAYER SON LOYER ?

Depuis le 1er novembre et jusqu'au 1er juin, les locataires ne peuvent plus être expulsés de leur logement pour cause d'impayés de loyer.

Attention, ne sont pas protégés par la trêve hivernale :

- **les occupant-e-s d'un immeuble ayant fait l'objet d'un arrêté de péril ;**
- **les bénéficiaires d'un relogement correspondant à leurs besoins familiaux ;**
- **les personnes qui squattent une résidence principale, une résidence secondaire, un garage ou un terrain.**

Les locataires sous la menace d'un jugement d'expulsion doivent profiter de ces mois de répit pour chercher de l'aide, en se tournant vers les services sociaux de la ville ou du département, la CAF ou des associations comme l'Agence départementale d' information sur le logement (ADIL 93), Action logement et la Fondation Abbé-Pierre.

Pour rappel, le principe de la trêve hivernale a été étendu aux coupures de gaz et d'électricité. Pendant cette période, les fournisseurs d'énergie ont donc interdiction d'interrompre l'accès à leurs services, même en cas de factures non payées. Pour en savoir plus sur les différentes aides financières au logement, appelez le numéro de téléphone national dédié aux aides : 0 806 000 278 (numéro ouvert du lundi au vendredi de 9h à 17h, au prix d'un appel local, non surtaxé).

Un nouvel espace de révision pour les étudiant-e-s



Léa Desjours

Les membres du Conseil local de la jeunesse (CLJ) y pensaient depuis longtemps, ayant constitué une commission intitulée « Révisions au clair de lune ». De quoi s'agit-il ? De mettre en place un espace de travail et de révision nocturne où les étudiant-e-s courneuviens puissent étudier sereinement dans un environnement propice à la concentration, échappant au brouhaha collectif qui empêche parfois de réviser chez soi. Ce sera bientôt chose faite, la municipalité s'étant engagée à concrétiser ce projet lors d'une rencontre le 14 janvier dernier entre les membres du CLJ, le maire et Nadia Chahboune, adjointe au maire déléguée aux droits de la jeunesse. La décision a été prise d'utiliser la Maison de la citoyenneté James-Marson, 33, avenue Gabriel-Péri. Cet espace de travail sera ouvert le mardi et le vendredi de 17h à 20h30 et le samedi de 11h à 14h30 et de 14h30 à 17h30 (deux créneaux possibles). D'ores et déjà, deux salles sont prévues : une salle « calme » pour la révision individuelle et une salle pour le travail de groupe. Au total, l'espace pourra accueillir en même temps une vingtaine de personnes. Quinze ordinateurs seront mis à leur disposition, même si les étudiant-e-s pourront aussi apporter leur propre matériel informatique. Une clé USB leur sera prêtée pour l'accès à la photocopieuse. Pour pouvoir les accueillir dans de bonnes conditions, la MDC a fait l'objet d'un aménagement spécifique avec l'ajout de prises de courant et d'une borne Wi-Fi. *Quid* des horaires du soir en période de couvre-feu ? Pas de souci, tout est prévu, le maire s'engageant à fournir des attestations de déplacement pour chacun-e. Parallèlement à cette ouverture, un travail conjoint avec Plaine Commune a été engagé pour une solution d'accueil à la médiathèque Aimé-Césaire à l'horizon de septembre 2021. ● **N. L.**

Attention : la fréquentation du lieu par un étudiant-e nécessitera son inscription préalable sur la plateforme Framadate : https://framadate.org/espaceetudiant. L'ouverture officielle de cet espace aura lieu le vendredi 5 février, mais son prolongement dépendra bien sûr des dispositions gouvernementales liées à la pandémie.

ÉTUDIANT-E-S, JEUNES EN RECHERCHE D'EMPLOI, LA COURNEUVE EST À VOS CÔTÉS

Une allocation de 100 euros pour les jeunes. Vous êtes dans une passe difficile ? Vous avez entre 18 et 23 ans ? Vous êtes étudiant-e ? Vous êtes sans emploi ? Vous vivez mal la crise sanitaire ? La Ville a décidé de vous soutenir. Déjà, 682 jeunes comme vous ont déjà bénéficié d'un chèque alimentaire lors du premier confinement. La mairie veut aller encore plus loin en vous allouant une somme de 100 euros, ainsi qu'à 2 000 autres jeunes connaissant comme vous des difficultés.

Pour bénéficier de cette allocation, vous devez avoir un justificatif de domiciliation à La Courneuve de plus d'un an.

Vous devez aussi présenter l'un des justificatifs suivants :

– une carte d'étudiant-e ;
– une attestation de recherche d'emploi (Pôle emploi) ;
– une attestation d'inscription à la Mission locale.

Vous avez de mi-février au lundi 8 mars pour faire parvenir un justificatif de domicile et un relevé d'identité bancaire (RIB) à l'adresse **aidejeunesse@ville-la-courneuve.fr** ou directement au Point information jeunesse (PIJ), 61, rue du Général-Schramm. Le versement sera effectué environ un mois et demi après le dépôt du dossier. Faute de RIB, la somme pourra être versée sous forme de bons alimentaires. ● **N. L.**

Pour toute information : 01 48 36 11 33.

Deux questions à Amina Mouigni, adjointe au maire déléguée aux solidarités et à l'inclusion sociale

« Aller à la rencontre des riverains »



L. D.

REGARDS : **Quelles sont les actions que va mener la municipalité pour faire en sorte que les plus vulnérables connaissent leurs droits ?**

AMINA MOUIGNI : **Le constat le plus frappant est l'absence d'emploi et de ressources qui affectent beaucoup de Courneuviens dans leur quotidien. Une aide de 100 euros va être fournie par la mairie aux jeunes en difficulté. Or, les habitants sont aussi nombreux à souffrir d'un problème d'accès aux droits faute d'une même information pour tous. La municipalité a donc décidé de renforcer ses permanences d'accès aux droits avec l'idée aussi d'aller à la rencontre des riverains.**

R : **Comment la municipalité envisage-t-elle la mise en œuvre du plan Grand Froid en direction des personnes sans abri ?**

A. M. : **Comme chaque année, la Ville est prête à mettre en œuvre le plan Grand Froid. L'an dernier, c'était le gymnase El-Ouafi, situé à côté du commissariat, qui servait à la mise à l'abri. Mais, vu la situation sanitaire, ce sera cette fois le gymnase Jean-Guimier, ce qui permettra d'accueillir davantage de personnes, tout en respectant la distanciation. Des maraudes ont lieu deux fois par semaine avec la Fédération française de sauvetage et de secourisme et le Secours populaire français pour repérer les personnes à la rue.** ●

Propos recueillis par Nicolas Liébault

S.O.S. Amitié
Île-de-France
01 42 96 26 26

Politiques de la ville

Un nouvel outil pour lutter contre les discriminations

Gilles Poux, le maire, a été nommé membre du Conseil national des villes (CNV). Sa participation à cette instance de consultation sur les politiques de la ville va permettre à La Courneuve de peser plus fort contre les inégalités sociales et les discriminations territoriales.



Léa Desjours

L'égalité pour tous les citoyen-ne-s: un combat soutenu par la population.

Le 9 janvier dernier, le maire a appris sa nomination au Conseil national des villes: *« C'est avec fierté que j'y porterai la voix des citoyen-ne-s de La Courneuve, des villes populaires et de leurs aspirations à vivre mieux »*, a-t-il déclaré à cette occasion.

Son action dans cette instance va offrir une possibilité supplémentaire de lutter contre les inégalités sociales et les discriminations territoriales, un combat dans lequel La Courneuve est engagée de longue date. Pour rappel, en 2009, Gilles Poux a porté plainte à la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde) pour discrimination sociale envers les habitant-e-s de La Courneuve. L'initiative a débouché sur la reconnaissance du critère de l'origine géographique parmi les critères de discrimination reconnus par la loi.

Dix ans plus tard, nouveau point d'orgue dans son combat, la Ville publie l'*Atlas des inégalités territoriales* qui souligne, chiffres à l'appui, celles que vivent les Courneuvien-ne-s – ces chiffres ont depuis été confirmés dans un rapport coréalisé par Rodrigue Kokouendo, député de Seine-et-Marne, et François Cornut-Gentille, député de Haute-Marne. L'*Atlas* présentait dix-huit propositions pour rétablir l'égalité républicaine.

L'appel des 200 maires

Le 14 novembre dernier, Gilles Poux fait partie du collectif (comptant aujourd'hui 200 maires) qui a lancé un appel pour que 1 % du plan de relance (un milliard d'euros) soit consacré aux villes populaires touchées de plein fouet par la crise sanitaire. La commission des affaires économiques du Sénat, huit jours plus tard, proposait de débloquer 500 millions d'euros dès 2021.

Enfin, le 8 janvier, veille de sa nomination au CNV, Gilles Poux a écrit au Premier ministre, Jean Castex, un courrier dans lequel il proposait d'*« engager urgemment une réflexion dans notre pays pour enclencher un processus qui s'attaque réellement aux racines des discriminations sociales et territoriales »*. S'appuyant sur les propos du président de la République lors des vœux du 31 décembre, il a incité Jean Castex à relever le défi de cette lutte: *« Nous ne nous résignerons jamais à subir*, a-t-il prévenu. *C'est l'ADN de notre municipalisme. Nos politiques publiques sont tournées vers cette volonté de faire reculer les inégalités et apportent toute la "plus-value" possible pour favoriser l'accès aux droits, une meilleure vie, un quotidien et un avenir épanouissants. »* ●

Joëlle Cuvilliez

UNE VICTOIRE IMPORTANTE

Le 14 novembre, 200 maires de villes populaires ont demandé un milliard d'euros au président de la République. Un Comité interministériel des villes (CIV), réuni pour la première fois depuis le début du quinquennat par le Premier ministre, le 29 janvier, a débouché sur une bonne nouvelle: la décision d'accorder 3,3 milliards pour financer le nouveau programme de renouvellement urbain. Certes, la guerre contre la détresse sociale et la crise du logement dans les quartiers populaires est loin d'être terminée, mais l'étape qui vient d'être franchie donne une fois de plus raison à Bertolt Brecht, quand il affirmait que *« les seuls combats que l'on perd sont ceux que l'on ne mène pas »*.

QU'EST-CE QUE LE CNV ?

Le Conseil national des villes (CNV), présidé par le Premier ministre, a pour mission d'accompagner l'État dans la définition de sa politique en faveur des quartiers populaires urbains vulnérables. Il donne son avis sur tous les projets de loi liés à la lutte contre les discriminations et contribue, par ses propositions, à concevoir la politique de la ville en matière d'urbanisme et d'habitat, d'éducation, de santé, de prévention de la délinquance, de mobilité, du numérique ou de l'égalité femmes-hommes… Le CNV se compose de 64 membres. Leur mandat de trois ans est renouvelable une fois. Elles-ils sont répartis en quatre collèges de 16 membres, respectant la parité femme-homme: un collège des élu-e-s, dont deux sénateurs et deux députés désignés par leur chambre; un collège des acteur-trice-s économiques et associatifs; un collège des personnalités qualifiées; un collège des habitant-e-s.

Éclairage public

Plus de lumière, moins de dépenses

Plaine Commune et la Ville effectuent d'importants travaux de rénovation de l'éclairage public. L'objectif est d'avoir, d'ici à 2022, 100% du réseau de la commune en basse tension.

Mercredi 20 janvier, à 8h30, le véhicule de la société ENTRA arrive sous le pont de la rue de Genève. Ruddy, chef d'équipe, Mehdi et Doua, les techniciens, commencent à baliser l'espace d'intervention. Aujourd'hui, le programme est le même que la veille : *« On installe les nouveaux spots LED »*, indique Ruddy. Mehdi, casque et lampe frontale en place est déjà installé dans la nacelle panier, muni de son kit d'outillages électriques. Il intervient sur l'un des 37 spots Poss à raccorder. Au total, 24 seront dédiés aux déplacements piétons et 13 éclaireront l'axe routier. *« L'installation électrique est vieillissante. Elle date des années 1980, voire 1970*, souligne Alexis Abdelmoula, chef de projet Innovation pour la société ENTRA. *Le but est de moderniser progressivement l'ensemble du réseau. »* Fini les lampes à mercure ou au sodium ! Désormais, la LED (diode électroluminescente, *light-emitting diode*, en anglais) est privilégiée. *« Il n'y a que des avantages*, note le chef de projet. *Non seulement c'est moins énergivore, donc plus écologique et économique, mais c'est également plus simple d'utilisation et plus efficace. On peut orienter le flux lumineux vers un endroit précis et, surtout, la LED nécessite beaucoup moins d'entretien et de changements fréquents de l'appareillage. »*



Léa Desjours

Le passage au LED améliore l'éclairage de l'espace public.

Accélérer le passage en basse tension

Pourquoi vouloir passer le réseau électrique en basse tension ? La vétusté et l'humidité rendent le système en moyenne tension défaillant. Un quartier peut être plongé dans le noir en cas de problème. Depuis 2003, la municipalité et Plaine Commune travaillent sur la modernisation du réseau. Le programme annuel de rénovation du réseau d'éclairage public permet le passage progressif du réseau moyenne tension de la ville à un réseau basse tension. Cette année, la rue de la Tréfilerie et la place du Château d'eau sont à l'étude. En 2020, le programme a été renforcé pour accélérer le raccordement par des câbles aériens aux armoires basse tension. En 2021, plus de 200 000 euros seront nécessaires sur le programme annuel d'investissement de Plaine Commune pour le passage en basse tension du Centre-ville et de la Gare.

« Les chantiers de modernisation s'accélèrent depuis quelques années. Il y a une véritable volonté politique d'améliorer le fonctionnement du réseau d'éclairage et la performance énergétique », conclut Ana Domingos, chef de projet Éclairage public à Plaine Commune. ●

Isabelle Meurisse

EN CHIFFRES

– On compte **15 %** de luminaires LED à La Courneuve (la moyenne sur Plaine Commune étant de **13 %**), ce nombre étant amené à augmenter avec un programme de travaux annuels dédié à la performance énergétique (remplacement de lanternes vétustes et énergivores par des lanternes LED).

– À l'heure actuelle, **50 %** du patrimoine de La Courneuve est alimenté par un réseau basse tension, avec l'objectif de passer à **75 %** en 2021, puis à **100 %** en 2022.

Géo-André aussi est équipé en LED !



Léa Desjours

L'éclairage du stade Géo-André, entièrement renouvelé récemment.

Cet été, l'éclairage du stade Géo-André a été entièrement rénové. L'ensemble des terrains dispose de nouveaux projecteurs… LED, bien sûr ! Les câblages et les appareillages ont également été remplacés. *« Avant, les projecteurs étaient extrêmement consommateurs d'énergie*, rappelle Denis Gutierriez, responsable de l'unité Maintenance travaux neufs au service Bâtiments de La Courneuve. *Et chaque année, nous devions dépenser entre 30 et 40 000 euros pour le remplacement ou la maintenance de l'équipement. »* Les LED ont une durée de vie beaucoup plus longue et ne nécessitent un entretien/nettoyage qu'une seule fois par an. *« Avec cette nouvelle installation, la facture diminuera de 60 % ! On est passé en puissance de 256 kilowatts à 96. »* La municipalité a opté pour un système de gestion informatique moderne, qui permet d'allumer une partie des terrains ou l'ensemble selon les besoins. Le réglage de l'intensité est également accessible. *« Cela permet de dépenser encore une fois moins d'énergie. On n'allume qu'en fonction des besoins »*, rappelle Denis Gutierriez. Objectif à venir : la rénovation de l'éclairage du stade Nelson-Mandela. ● **I. M.**

Aménagement

Les Jeux olympiques 2024, accélérateurs de changement

Les élu-e-s du territoire et les responsables de la Société de livraison des ouvrages olympiques ont organisé, mercredi 27 janvier, une réunion d'information publique pour présenter les projets concernant La Courneuve et Dugny et répondre aux questions des habitant-e-s.



Tu verras / CD93

Le Terrain des essences à La Courneuve servira de décor aux épreuves de tir puis deviendra une extension du parc Georges-Valbon.

Elles et ils étaient quelque 170 personnes à participer à cette réunion d'information d'un nouveau genre, tenue en visioconférence pour cause de restrictions sanitaires. Un mois après la validation définitive de la carte des sites olympiques, il s'agissait pour le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis et la Société de livraison des ouvrages olympiques (Solideo) de détailler les aménagements prévus pour accueillir le Village des médias sur une partie de l'Aire des vents, à Dugny, et les épreuves de tir sportif sur le Terrain des essences, à La Courneuve. Il s'agissait aussi de lever les craintes sur l'impact environnemental de ces projets, que les élu-e-s locaux se sont employés à rendre utiles à la population sur le long terme.

• Un nouveau quartier écologique à Dugny

Pour loger les journalistes et les techniciens venus du monde entier, la Solideo va construire un Village des médias sur la commune de Dugny. Dès la fin des Jeux, cette infrastructure requalifiée en écoquartier comprendra 700 nouveaux logements, de nouveaux équipements publics (une école, une crèche et un gymnase) et de nouveaux services et commerces. Et d'ici à 2025, 600 logements supplémentaires y seront bâtis, avec 20 % de logements sociaux au total.

La construction du Village des médias passe par l'urbanisation d'une partie de l'Aire des vents, un espace naturel situé non loin du parc Georges-Valbon. Mais les 20 hectares restants, sur 27, seront revégétalisés, *via* notamment la plantation d'environ 8 000 arbres, et réaménagés de façon à améliorer les usages des promeneur-euse-s, des sportif-ves et des cyclistes. Un nouveau parc départemental de proximité verra ainsi le jour grâce aux Jeux olympiques et paralympiques (JOP).

• Un Terrain des essences rendu à la nature

C'est sur ce site courneuvien de 13 hectares, propriété du ministère des Armées et de la SNCF en cours de cession, que les athlètes olympiques tireront à la carabine, au pistolet et au fusil. Avant l'installation des infrastructures temporaires dédiées à ces épreuves, cet ancien centre de stockage d'hydrocarbures sera dépollué et remodelé puis renaturé. Une opération qui se poursuivra après le démontage des stands, jusqu'en 2025. L'objectif ? Créer, sur 3,6 hectares, une zone refuge pour les crapauds calamites qui y ont élu domicile et pour d'autres espèces – oiseaux, insectes ou reptiles comme le lézard des murailles –, inaccessible au public. 3,6 autres hectares seront aussi destinés à la préservation de la biodiversité, tout en proposant des espaces de découverte de la faune et de la flore pour les visiteur-euse-s. Quant aux 5 derniers hectares, ils offriront une nouvelle entrée pour le parc Georges-Valbon, au niveau de la gare du T11 Express Dugny-La Courneuve, et de nouveaux aménagements. *« Les habitantes et les habitants vont pouvoir se réapproprier ce terrain, qui était une enclave et qui sera désormais un lieu de respiration »*, s'est réjoui le maire Gilles Poux.

• Un héritage important pour les Séquano-Dionysiens

Création d'emplois, inclusion sociale avec 10 % des heures travaillées réservées à des publics en insertion professionnelle et 25 % des marchés attribués à des petites et moyennes entreprises, investissements en matière de transport, développement de la pratique sportive… Le maire Gilles Poux, ses homologues de Dugny, Quentin Gesell, et du Bourget, Jean-Baptise Borsali, et le président du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, Stéphane Troussel, ont aussi rappelé le rôle de levier des JOP dans les transformations économiques, sociales et urbaines engagées sur le territoire. ● **Olivia Moulin**

REPÈRES SUR LE PROJET DU TERRAIN DES ESSENCES

– Mars 2021 à octobre 2023 : dépollution, remodelage, réaménagement et renaturation.
– Octobre 2023 à fin 2024 : accueil des infrastructures temporaires de tir sportif.
– Début 2025 à début 2026 : renaturation complète et création d'une nouvelle entrée du parc départemental Georges-Valbon.

Pendant toutes ces phases, des temps de présentation et de concertation seront organisés avec les habitant-e-s, les usager-ère-s et les militant-e-s associatifs pour dessiner les usages environnementaux, paysagers, récréatifs et sportifs de cet espace vert.



Géoportail.

La carte des sites naturels concernés.

Jeunesse

Voyage avec des images

La médiathèque Aimé-Césaire propose aux petit-e-s, et aux grand-e-s, une immersion en forme de tour du monde dans l'univers foisonnant de l'illustratrice Joëlle Jolivet.



Léa Desjours

L'exposition-atelier «Grave bien» est à voir à la médiathèque Aimé-Césaire jusqu'au 20 février.

« *Panda ! Panda !* » s'excite Noham devant l'un des d'animaux en noir et blanc à hauteur d'enfant reproduits sur un panneau, avant d'aller gribouiller au feutre effaçable sur une table d'activités sur le thème de la banquise, adaptée elle aussi d'un ouvrage de Joëlle Jolivet. En ce mercredi matin, elles-ils sont cinq tout-petits et trois assistantes maternelles à découvrir avec émerveillement l'exposition-atelier « Grave bien », au premier étage de la médiathèque Aimé-Césaire. *« Il y a toujours des choses intéressantes et enrichissantes à faire pour les enfants ici,* commente Khadija Krim, venue avec la petite fille dont elle s'occupe. *Je m'amuse aussi, je vais faire les magnets avec elle ! »* Observer, toucher, manipuler, calculer, dessiner, colorier… Comme chaque année, le réseau des médiathèques de Plaine Commune invite les visiteur-euse-s à explorer de façon ludique et interactive l'œuvre d'un-e illustrateur-trice jeunesse majeur, à l'occasion d'une exposition itinérante. Conçue en partenariat avec le Salon du livre et de la presse jeunesse et soutenue par la politique de la ville de Plaine Commune, « Grave bien » déroule ainsi ses végétaux luxuriants, ses costumes chatoyants et son bestiaire géant à La Courneuve jusqu'au 20 février. *« L'exposition est livrée clé en main, mais l'équipe réfléchit aux meilleures pistes de médiation culturelle et façons d'accueillir le public,* explique Léa de Haese, référente Petite enfance de la médiathèque. *On met particulièrement en avant la notion d'ouverture au monde, dès le plus jeune âge, on utilise des cartes géographiques pour que les enfants puissent voir à quels pays correspondent les architectures, les animaux, les tenues… »*

Dans le sillage de l'exposition, les adultes allophones accueillis dans le cadre du projet « Imaginaires imagiers » pourront s'initier à la technique fétiche de Joëlle Jolivet, la linogravure, qui consiste à évider certaines parties d'une plaque de linoleum et à encrer les parties intactes pour imprimer le motif ainsi créé. Quant aux enfants en sortie avec leur école ou leur centre de loisirs, elles-ils pourront s'essayer aux tampons à partir d'un kit imaginé par l'illustratrice pour dessiner leur monde à elles-eux ! ● **Olivia Moulin**

Trois questions à Joëlle Jolivet



REGARDS : **Qu'avez-vous voulu faire avec cette exposition ?**

JOËLLE JOLIVET : **L'idée, c'était de partir de certains de mes livres en utilisant des planches telles quelles ou en les mettant en volume pour proposer quelque chose de ludique, avec des objets à manipuler, des jeux de construction, des images à regarder… Quand on a du matériel, on peut fabriquer plein de choses, je ne pouvais plus m'arrêter !**

R : **Comment êtes-vous venue à l'illustration ?**

J. J. : **J'ai toujours aimé les livres et dessiner. Quand j'avais 15 ans, je suis allée voir une exposition consacrée à l'illustrateur et dessinateur Tomi Ungerer au musée des Arts décoratifs et j'ai été très marquée par ses affiches. Comme il n'y avait pas vraiment d'école d'illustration à l'époque, j'ai suivi une formation de graphisme. Et je suis venue à la linogravure assez spontanément, par goût pour les techniques d'impression et pour un certain type de graphisme : je travaille avec de gros traits noirs. J'utilise cette technique comme un moyen d'expression plus que comme un moyen de reproduction.**

R : **Qu'est-ce qui vous plaît autant dans les livres grand format, votre marque de fabrique ?**

J. J. : **J'ai commencé à faire du grand format avec mon ouvrage sur les animaux Zoo logique. Je pensais aux planches qu'on affiche dans les écoles, je voulais que les enfants puissent s'immerger totalement dedans. Je me souviens en avoir vu un assis sur le livre lors d'un salon littéraire, c'était réussi ! L'exposition permet justement de combler la fascination des petits pour les grandes images.**

LES MÉDIATHÈQUES SONT TOUJOURS OUVERTES !

Prêt de livres et de DVD, ateliers philo ou numériques, projection de mangas, lecture de contes… Depuis le 28 novembre, les médiathèques Aimé-Césaire et John-Lennon vous permettent de faire le plein de culture et d'activités, dans le respect d'un protocole sanitaire strict (capacité d'accueil limitée, désinfection des mains et port du masque à partir de 6 ans obligatoires, et aménagement des locaux).

Dispositifs d'alerte, d'écoute et de protection

Des solutions pour les victimes de violences conjugales

Les restrictions de mouvement et les dégâts économiques, sociaux et psychologiques liés à la crise sanitaire ont un effet aggravant sur les violences conjugales, mais l'ensemble des dispositifs d'alerte, d'écoute et de protection reste opérationnel. Et, à La Courneuve, un important réseau d'acteurs locaux et associatifs travaille en partenariat pour repérer, orienter et accompagner les victimes et leurs enfants.

POUR UNE ÉCOUTE ET UNE ORIENTATION



Pour souffler, obtenir des informations, parler…, les victimes peuvent se tourner vers les équipes des centres sociaux municipaux, l'assistante sociale du Centre municipal de santé (CMS) et l'intervenante sociale en poste au commissariat. Cette dernière a pour mission d'évaluer la situation et d'établir un plan d'action avec l'accord et au rythme de la victime. En cas de danger imminent, elle peut organiser une mise à l'abri en lien avec le Service social départemental sans dépôt d'une plainte ni d'une main courante. Des associations comme Africa, Femmes solidaires 93 ou SOS Femmes 93 offrent aussi un espace de parole et un accompagnement dans les démarches. Et l'association L'Amicale du nid va ouvrir en février un accueil de jour pour les femmes victimes de violences dans le quartier des Quatre-Routes.

MPT Youri-Gagarine, 58, rue Anatole-France, 93120 La Courneuve, **tél. : 01 49 92 60 90**

MPT Cesária-Évora, 55, avenue Henri-Barbusse, 93120 La Courneuve, **tél. : 01 71 89 66 00**

Assistante sociale du CMS, tél. : 01 49 92 62 63 ou 06 29 87 63 43

Intervenante sociale du commissariat, tél. : 01 43 11 77 32 ou 06 37 71 33 21

Africa, 1, rue Frédéric-Joliot-Curie, **tél. : 01 48 36 95 74**

Femmes Solidaires 93, 25, rue du Chemin vert, **tél. : 09 71 47 83 04**

SOS Femmes 93, 128, rue Baudin, 93140 Bondy, **tél. : 01 48 02 57 16 ou 01 48 48 10 48 et 01 48 48 62 27** (écoute téléphonique)

POUR UNE PRISE EN CHARGE MÉDICALE ET PSYCHOLOGIQUE

La psychotraumatologue et les autres professionnel-le-s de santé du CMS peuvent constater et soigner les lésions physiques et psychologiques. Même chose pour l'équipe de la Maison des femmes de Saint-Denis.

Pour bénéficier d'un examen et faire établir un certificat médical de constatation, les victimes peuvent aussi se rendre dans les hôpitaux de Bondy et de Bobigny.

Centre municipal de santé Salvador-Allende, 2, mail de l'Égalité, 93120 La Courneuve, **tél. : 01 49 92 60 60**

La Maison des femmes, 1, chemin du Moulin Basset, 93200 Saint-Denis, **tél. : 01 42 35 61 28**

Hôpital Jean-Verdier, unité médico-judiciaire, avenue du 14 Juillet, 93143 Bondy, **tél. : 01 48 02 65 06**

Hôpital Avicenne, 125, route de Stalingrad, 93000 Bobigny, **tél. : 01 48 95 55 55**

POUR UN ACCOMPAGNEMENT JURIDIQUE, ADMINISTRATIF ET SOCIAL

Pour se faire aider dans les démarches judiciaires, les victimes peuvent compter sur les professionnel-le-s de la Maison de la justice et du droit, du Centre d'information sur les droits des femmes et des familles et de SOS Victimes 93. Recherche d'un hébergement d'urgence ou d'un logement pérenne, ouverture de droits, projet d'insertion ou de réinsertion professionnelle… Ces démarches peuvent quant à elles se faire avec le soutien de l'assistante sociale du CMS et des conseiller-ère-s en économie sociale et familiale rattachés au Centre communal d'action sociale.

Maison de la justice et du droit, 2, avenue de la République, 93120 La Courneuve, **tél. : 01 49 92 62 05**

Centre d'information sur les droits des femmes et des familles, 1, rue Pierre-Curie, 93120 La Courneuve, **tél. : 01 48 36 99 02**

SOS Victimes 93, 5, rue Carnot, 93000 Bobigny, **tél. : 01 41 60 19 60**

Centre communal d'action sociale, 58, avenue Gabriel-Péri, 93120 La Courneuve, **tél. : 01 49 92 61 00**

POUR UNE PROTECTION JUDICIAIRE

Pour se protéger et protéger leurs enfants de l'auteur-trice des violences, les victimes peuvent demander une ordonnance de protection auprès du juge aux affaires familiales du Tribunal de grande instance de Bobigny, même sans dépôt de plainte ni de main courante. Certificats médicaux, attestations de proches, d'associations ou de services sociaux… La demande doit s'appuyer sur des preuves pour permettre au juge d'estimer le danger subi et d'accorder des mesures comme l'éviction du domicile du/de la conjoint-e violent-e, la suspension de l'exercice de l'autorité parentale…

En dehors de ces mesures d'urgence, il faut déposer une main courante ou une plainte pour que l'auteur-trice des violences soit poursuivi et condamné. Un geste parfois difficile, que l'intervenante sociale du commissariat ou le policier détaché à la Maison des femmes aident à réaliser.

Commissariat de police, 16, place du Pommier-de-Bois, 93120 La Courneuve, **tél. : 01 43 11 77 30**

LES NUMÉROS D'URGENCE

En cas d'urgence ou de danger immédiat, vous pouvez appeler le 17 ou envoyer un SMS au 114 (si vous êtes sourd-e ou malentendant-e ou si vous ne pouvez pas parler) pour joindre la police ou la gendarmerie, appeler le 15 pour joindre le SAMU et le 18 pour joindre les pompiers. Si vous avez besoin d'aide et d'informations, vous pouvez appeler le 39 19 (ligne d'écoute gratuite et anonyme ouverte tous les jours de 9h à 21h) ou le 0 800 05 95 95 (ligne d'écoute gratuite et anonyme ouverte du lundi au vendredi de 10h à 19h). Si vous voulez signaler une violence, vous pouvez le faire anonymement et gratuitement en ligne sur la plateforme https://arretonslesviolences.gouv.fr/

État civil

NAISSANCES

JANVIER

• **13** Malia Nshindi-Lutumba-Valoise •

MARIAGES

• **DEMANDE DE SUPPRESSION**

DÉCÈS

• Ahmed A Tamna• Hassane Louaj• Jeannine Nottin ép. Delaveau• Railey Jean-Louis •

NUMÉROS UTILES

PHARMACIES DE GARDE

• consulter monpharmacien-idf.fr

URGENCES

POMPIERS : 18 • POLICE-SECOURS : 17 • SAMU : 15

COMMISSARIAT DE POLICE

• Place Pommier-de-Bois **Tél. : 01 43 11 77 30**

MÉDECINS DE GARDE

• Urgences 93 - **Tél. : 01 48 32 15 15**

CENTRE ANTI-POISON

• Hôpital Fernand-Widal - 200, rue du Faubourg Saint-Denis, Paris **- Tél. : 01 40 05 48 48**

COLLECTE DES DÉCHETS

Tél. : 0 800 074 904 (gratuit depuis un fixe).

ACCOMPAGNEMENT ET TRANSPORT DES PERSONNES ÂGÉES

Tél. : 01 71 89 66 15. Les mardis et vendredis.

MAIRIE Tél. : 01 49 92 60 00

PLAINE COMMUNE

• 21, avenue Jules-Rimet, 93218 Saint-Denis.- **Tél. : 01 55 93 55 55**

PERMANENCES DES ÉLU-E-S

• M. le maire, **Gilles Poux,** reçoit sur rendez-vous. Pour obtenir une entrevue, vous pouvez lui adresser un courrier à l'hôtel de ville ou lui écrire à l'adresse suivante : maire@ville-la-courneuve.fr

Pour obtenir un rendez-vous avec les élu-e-s, un formulaire à remplir est disponible à l'accueil de la mairie.

• Mme la députée, **Marie-George Buffet,** reçoit le deuxième lundi du mois sur rendez-vous. **Tél. : 01 42 35 71 97**

• M. le président du Conseil départemental, **Stéphane Troussel** reçoit chaque mercredi de 14h à 17h. Pour prendre rendez-vous, écrivez à l'adresse suivante : stephane.troussel@ville-la-courneuve.fr

PERMANENCES DES ÉLU-E-S SANS RENDEZ-VOUS

Les permanences des élu-e-s de la municipalité ont repris à l'Hôtel de ville le mercredi et jeudi de 16h à 18h (inscription sur place entre 15h30 et 16h le jour même).

PERMANENCES DE L'ADIL

Permanences d'information/conseil auprès des propriétaires et des locataires des logements privés (copropriété, contrat de location, charges impayées…).

Consultation gratuite.

Centre administratif Mécano, 3, mail de l'Égalité.

RDV avec l'ADIL les deuxième et quatrième jeudis matins du mois, de 8h30 à 12h. Contacter l'UT Habitat de La Courneuve. **- Tél. : 01 71 86 37 71**

HORAIRES DE LA MÉDIATHÈQUE AIMÉ-CÉSAIRE

Mardi et jeudi, de 14h à 18h, Mercredi, vendredi et samedi, de 10h à 18h. 1, mail de l'Égalité.

5 FÉVRIER

CULTURE BALADE VIRTUELLE

À l'aide de visuels et de documents, et d'un peu d'imagination, vous découvrirez le magnifique temple de Shiva, Raphaëlle vous mettra l'eau à la bouche en vous présentant des ingrédients et astuces des cuisines indienne, pakistanaise et sri-lankaise. Elle vous invitera à décrypter et lire les rues, les enseignes, les devantures des magasins. Cette visite virtuelle se fera *via* Zoom.

Le lien d'accès sera envoyé avec le courriel de confirmation de réservation. TARIF : 10 €. **Informations sur https://exploreparis.com**

6 FÉVRIER

PROJECTION FILM D'ANIMATION

Séance de *Tout en haut du monde*, un film d'animation franco-danois réalisé par Rémi Chayé, qui relate l'aventure d'une jeune fille russe qui part à la recherche de son grand-père disparu pendant une expédition vers le pôle Nord à la fin du XIXe siècle.

Médiathèque John-Lennon, 9, avenue du Général Leclerc, à 15h. À PARTIR DE 7 ANS.

7 FÉVRIER

ANIMATION LES ZONES HUMIDES

Venez découvrir la faune et la flore des étendues d'eau du parc. La préservation des zones humides constitue un enjeu actuel majeur pour la planète. Cette sortie est organisée dans le cadre de la Journée mondiale des zones humides.

Rendez-vous à la Maison du parc, de 14h à 16h. Inscription obligatoire : https://parcsinfo.seinesaintdenis.fr/les-parcs/parc-georges-valbon/agenda-hiver/les-zones-humides-un-monde-precieux-et-mysterieux. À PARTIR DE 6 ANS.

DU 8 AU 12 FÉVRIER

MPT COURS DE FRANÇAIS

Les cours de français sont maintenus.

Maison pour tous Youri-Gagarine, 58, rue Anatole-France. Masques obligatoires. À 14h le lundi, à 9h30 et 14h le mardi, à 9h et 14h le mercredi, à 14h le jeudi et à 9h30 le vendredi.

9 ET 12 FÉVRIER

MPT GARDERIE

La garderie éphémère est ouverte.

Maison pour tous Youri-Gagarine, à 9h. Plus d'informations au 01 49 92 60 90.

9 ET 16 FÉVRIER

SENIORS DU SPORT EN PLEIN AIR

La Maison Marcel-Paul et l'Office municipal des sports (OMS) mettent en place un cycle de remise en forme en direction des seniors. Les séances auront lieu tous les mardis.

Parc de la Liberté, de 14h à 16h.

10 FÉVRIER

JEUNESSE THÉÂTRE

Participe à « Zoom Zoom Zen » ! C'est ta chance d'intégrer un projet théâtre au long cours qui mènera à la création d'un spectacle sur la scène du centre culturel Jean-Houdremont. Aucune expérience préalable nécessaire, viens comme tu es ! Deux rendez-vous à venir pour rencontrer les artistes de la compagnie Githec.

La Comète, 21, avenue Gabriel-Péri, à 14h30.

11 FÉVRIER

MAIRIE CONSEIL MUNICIPAL

En raison des mesures sanitaires, le public est limité.

Salle des fêtes de l'hôtel de ville, à 18h30.

JUSQU'AU 20 FÉVRIER

EXPOSITION « GRAVE BIEN »

Entrez dans l'univers de Joëlle Jolivet : l'illustratrice aux multiples talents vous invite dans son monde, avec ses costumes, ses animaux, ses paysages.

Plus d'informations au 01 71 86 37 37. Médiathèque Aimé-Césaire. LIRE PAGE 13.

24 FÉVRIER

ANIMATION BALADE AUTOUR DU LAC

Équipé de jumelles (fournies par l'animatrice), partez à la découverte du parc Georges-Valbon et des oiseaux qui y vivent. Une promenade commentée à la rencontre de ces drôles d'espèces, parfaitement adaptées à la vie sur l'eau !

Rendez-vous à la Maison du parc, de 14h à 16h. Inscription obligatoire : https://parcsinfo.seinesaintdenis.fr/les-parcs/parc-georges-valbon/agenda-hiver/balade-autour-du-grand-lac

À PARTIR DE 6 ANS.





LE PROGRAMME DES MÉDIATHÈQUES

MÉDIATHÈQUE JOHN-LENNON

- **Atelier créatif et numérique de stickers.** Le **13/02, à 15h.**
- **Atelier numérique ludique.** Initiez-vous à la modélisation du personnage de jeu vidéo *Among Us*. Le **19/02 à 16h.** Sur inscription au **01 71 86 34 70.**
- **Séance de jeu vidéo sur console.** Au programme, *Just dance*. Le **20/02 à 15h.**
- **Atelier scientifique.** Pour apprendre à créer un phare. Le **23/02 à 15h.**
- **Projection.** *Les Voyages de Gulliver*, film fantastique britanno-américain, réalisé par Jack Sher. Le **24/02 à 15h.**

MÉDIATHÈQUE AIMÉ-CÉSAIRE

- **Atelier créatif en famille.** Le **17/02 à 10h.** Informations au **01 71 86 37 37.**
- **Atelier de conversation.** Moment convivial d'échanges entre les participant-e-s et les bibliothécaires sur des sujets d'actualité ou du quotidien. Le **19/02 à 10h.**
- **Théâtre.** *Biurcaçoes*, spectacle bilingue en français et portugais du Brésil. Le **25/02 à 15h.** À PARTIR DE 6 ANS.

ASSOCIATION ORPHANCO

PROGRAMME DES VACANCES D'HIVER

SPORT EN FAMILLE

- **Séance de hatha yoga** (yoga traditionnel) *via* Zoom. Le **15/02 à 9h45.**
- **Séance de chakra yoga** (comment rétablir les déséquilibres physiques et émotions). Gratuits. Le **22/02 à 9h45.**

ATELIER SENSORIEL

- **Fabrication d'un terrarium.** Apporter un bocal. Le reste sera fourni. Le **15/02 à 14h30,** au parc Georges-Valbon. DÈS 2 ANS. GRATUIT.

ATELIER D'ÉVEIL AUX LANGUES PARENTS/ENFANTS

- **Venez découvrir et partager les différentes langues parlées** par les Courneuvien-ne-s à travers des activités ludiques. Les **17 et 24/02 à 10h30,** à la Maison pour tous Youri-Gagarine. DÈS 6 ANS. GRATUIT.

KOH-LANTA EN FAMILLE

- **Défis sportifs et stratégiques en équipes.** Le **18/02 à 14h30,** au parc Georges-Valbon. DÈS 6 ANS. GRATUIT.

ACTIVITÉ SURPRISE

- **Pour toute la famille.** Le **22/02 à 14h30,** au parc Georges-Valbon.

SAFARI PHOTO URBAIN

- **Une séance photo originale.** Le **24/02,** au parc Georges-Valbon. OUVERT AUX PLUS DE 3 ANS. GRATUIT.

TEAM LECTURE

- **Conseils de lecture pour les vacances.** Contactez Orphanco pour connaître sa sélection de livres jeunesse (0-12 ans) et adulte. Et rendez-vous *via* Zoom : le **25/02 à 10h30** pour la sélection jeunesse et **à 20h30** pour la sélection adulte.

MON JOURNAL DE VACANCES

- **Sur Zoom, échange et diffusion des journaux réalisés durant les vacances.** Le **26/02 à 10h30.**

Les journaux sont fournis en format numérique, contactez Orphanco pour les recevoir par e-mail.

Toutes les activités sont sur inscription. Les places sont limitées. Sous réserve de nouvelles annonces du gouvernement.

Inscriptions et informations : tél. : 07 83 58 34 61 ou association.orphanco@gmail.com

Mehdi, gérant de la boulangerie-pâtisserie La Belle Époque

« L'éducation, c'est comme respirer, c'est vital »

Mehdi aime le travail bien fait. Dans la boulangerie-pâtisserie La Belle Époque qu'il a co-créée, on trouve des pâtisseries fines, des ingrédients de qualité, un salon de thé pour échanger, des étudiant-e-s en stage, des professionnel-le-s de haut rang, des client-e-s satisfaits et le sourire à tout moment.



Léa Desjours

« *Depuis qu'il y a la boulangerie, il y a plus de gaieté dans le quartier !* » s'exclame Mohamed-Salah, une baguette chaude à la main. Mehdi, l'homme qui l'a co-créée au cœur des 4000 il y a tout juste deux ans avec son ami et associé Rachid, confirme : s'il est né à Paris, les années qui ont marqué son enfance et son adolescence sont celles qu'il a passées au mail, puis dans le quartier Balzac. C'est à La Courneuve, naturellement, que son projet devait voir le jour. Pourtant, il ne se destinait pas à la boulange. Ce qu'il aimait, c'était dessiner. Des orientations scolaires mal adaptées et la cherté des inscriptions à l'école des Beaux-Arts ont eu raison de ses aspirations. Pas de son énergie. Il passe un BTS, s'inscrit dans une agence d'intérim. *« On m'a mis à l'essai au Cardinal à Paris*, raconte-t-il. *Je ne savais pas faire un nœud de cravate ! Je suis arrivé, on m'a donné cinquante tables à gérer. Heureusement, un serveur m'a aidé. »*

Mehdi apprend vite. Il enchaîne les missions dans des palaces, chez Lenôtre, au George V. Fan de pâtisserie, il va jusqu'aux Abbesses, à Montmartre, pour ramener à sa famille et ses amis des gâteaux particulièrement fins. Il fait un stage. Petit à petit, une idée prend forme : en combinant les différentes compétences acquises au fil de ses expériences professionnelles, il décide de monter sa propre structure. Très vite, La Belle Époque s'impose comme un espace de partage et un état d'esprit. *« Avant d'avoir la boulangerie, mon rêve, c'était d'ouvrir un lieu où les femmes pourraient se rassembler ; dans les cafés, ici, il n'y a que des hommes »*, explique-t-il. L'ouverture du salon de thé est un succès. La qualité des gâteaux y est évidemment pour beaucoup : la farine vient de chez le meilleur moulin de France, le chocolat est belge, les produits 100 % au beurre. Sofiane, le pâtissier, a travaillé chez Stohrer, la plus ancienne pâtisserie de France, et Saïd, le tourier, celui qui prépare les viennoiseries, a été formé par un Meilleur Ouvrier de France. L'accueil bienveillant, la complicité avec les client-e-s, est une règle. Pour Mehdi, *« si les clients entrent énervés, il faut qu'ils repartent avec le sourire. Bonjour, au revoir, merci : l'éducation, ce n'est pas la question d'être gentil, c'est comme respirer, c'est vital. »*

> « Avant d'avoir la boulangerie, mon rêve, c'était d'ouvrir un lieu où les femmes pourraient se rassembler »

Autre règle, la solidarité. Depuis le début de la crise sanitaire, six stagiaires ont été recrutés, tous de La Courneuve. Les bénévoles des maraudes savent qu'on leur donnera toujours du pain et des croissants pour les sans-abri. Le Covid a beaucoup frappé dans le quartier, alors, forcément, quand un client ou une cliente qui passe deux à trois fois par jour ne vient pas chercher sa baguette, tout le monde s'inquiète, demande des nouvelles, fait passer des messages de réconfort.

Des élu-e-s d'autres collectivités ont appelé Mehdi pour qu'il monte un projet équivalent dans leur ville. Ça ne l'intéresse pas. Et puis, son temps est précieux : quand il n'est pas à la boulangerie, on le trouve dans l'une des trois résidences qu'il gère pour Espacil, un gros bailleur social où il suit avec attention la situation des étudiant-e-s. *« Un jour, une étudiante m'a dit qu'elle ne travaillait plus, qu'elle payait son loyer avec l'argent que ses parents lui envoyaient, qu'elle se débrouillait pour le reste*, se souvient-il. *Dans son frigo, il y avait une pomme, une brique de lait, du pain de mie. J'ai contacté des associations, Mamadou, qui travaille à l'antenne jeunesse de Saint-Denis. Maintenant, tous les jeudis, les étudiants dans le besoin récupèrent un colis alimentaire. »*

Mehdi, l'homme qui entreprend, n'en continue pas moins de nourrir des rêves. Dans l'un d'eux, un jour, ce ne sont pas les Courneuvien-ne-s qui iront à Paris, mais les Parisien-ne-s qui diront : *« Tu veux savoir où on va ? On va à La Courneuve ! »* ●

Propos recueillis par Joëlle Cuvilliez

Le journal de La Courneuve
regards

38, av. de la République - 93126 La Courneuve Cedex
Tél.: 01 49 92 61 40 - **Fax:** 01 49 92 62 12
Web: www.lacourneuve.fr
Courriel: regards@ville-la-courneuve.fr

Directeur de la publication: Gilles Poux
Directrice de la rédaction: Pascale Fournier
Conception éditoriale et graphique: Anatome
Rédactrice en chef: Pascale Fournier
Rédacteur en chef adjoint: Nicolas Liébault
Rédaction: Philippe Caro, Joëlle Cuvilliez, Mariam Diop, Virginie Duchesne, Cécile Giraud, Isabelle Meurisse, Olivia Moulin

Secrétaire de rédaction: Stéphanie Durteste
Photographes: Léa Desjours, Virginie Salot
Maquette: Farid Mahiedine
Illustration de couverture: Léa Desjours
Ont collaboré à ce numéro: Silina Syan

Pour envoyer un courriel à la rédaction: prenom.nom @ville-la-courneuve.fr
Impression: Public Imprim
Publicité: Médias & publicité - A. Brasero : 01 49 46 29 46
Ce numéro a été imprimé à 19000 exemplaires.